

2. Introduction :

A travers les deux aspects, celui des ressources finies et celui des risques liés à une démographie incontrôlée, surtout dans les pays les plus pauvres, c'est la gestion globale de la planète et de ses écosystèmes que l'homme se doit de mettre en œuvre. Malgré des hauts et des bas dans les volontés politiques et surtout des variations considérables d'un pays à l'autre, la commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU pouvait, dans son rapport intitulé notre avenir à tous, dit rapport Bruntland, en 1988, proposer que les nations adoptent officiellement la notion de sustainable development dont la difficile traduction française (développement durable) est le terme consacré peut prêter à confusion. Sa

2.1. Définition:

«Le développement durable est un développement social, économique et politique, qui répond aux besoins présents, sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leur propre développement.» Cette notion fait apparaître la nécessité, tout à fait nouvelle dans son affirmation internationale officielle, d'une double solidarité: solidarité entre tous les peuples de la planète et solidarité entre les générations. Chaque acteur de chaque secteur de la vie économique se trouve donc confronté à la responsabilité qui lui incombe dans la gestion globale des ressources et de l'environnement.

2.2. Le développement durable et ses trois piliers

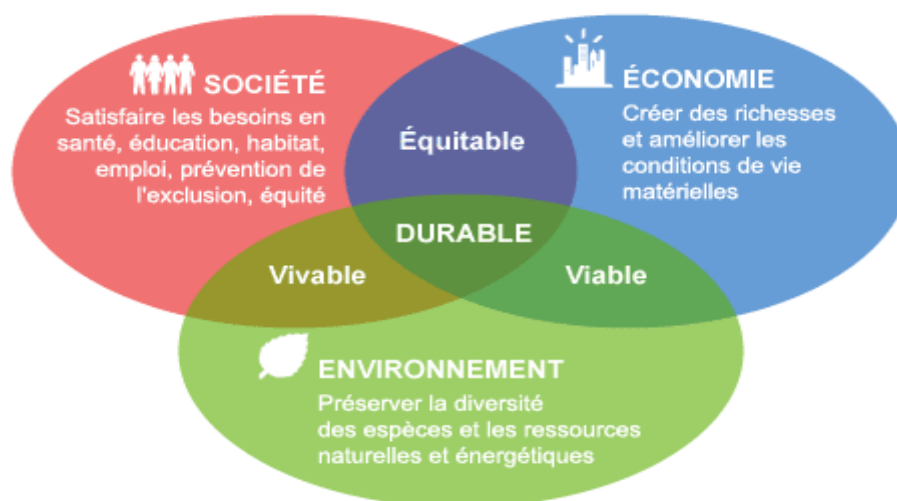


Figure 2.2: Le développement durable et les trois piliers

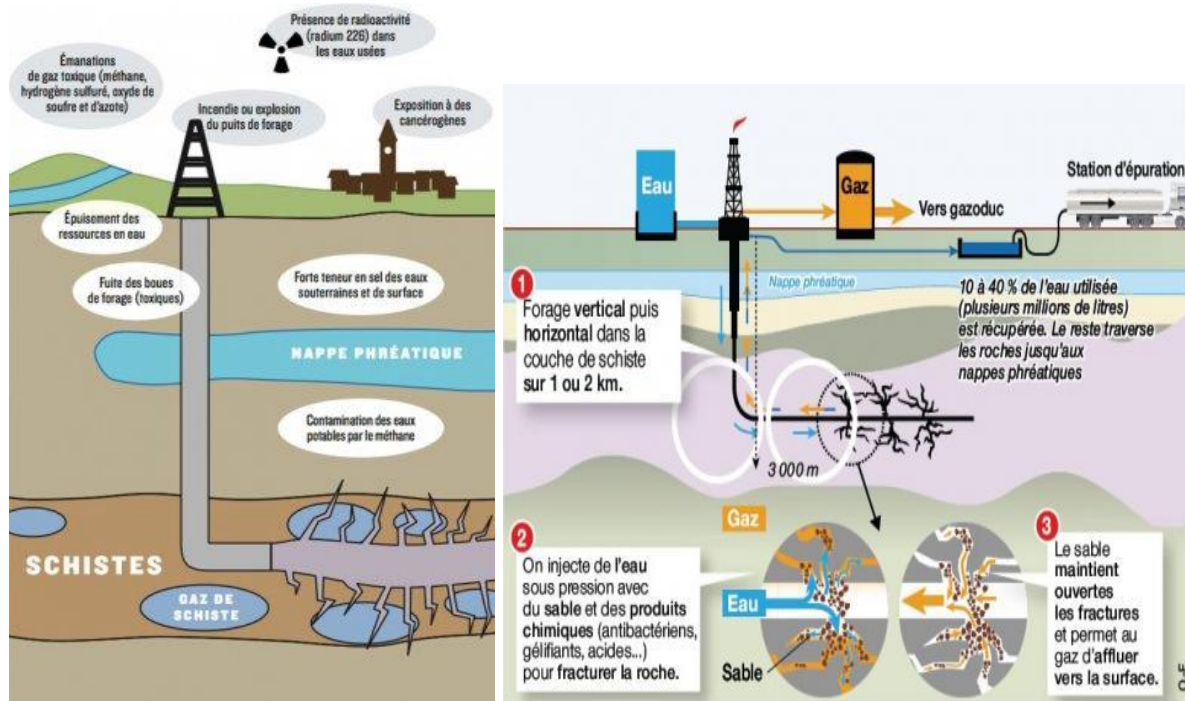
2.2.1. Le pilier environnemental.

La perspective historique brièvement évoquée précédemment rappelle que la nature et ses ressources ont été au cœur du développement durable au travers notamment des thèmes de la protection et de la conservation. Le pilier écologique se fonde sur des conceptions et des rapports entre la société et la nature.

Les Organisations Professionnelles se doivent donc d'informer leurs adhérents sur les conséquences du Grenelle de l'environnement (« *tout ce qui pollue sera payant* »). *Quel que soit le sujet (le bruit, les énergies fossiles, l'eau, l'air pur...)*, tous les secteurs seront touchés à plus ou moins long terme. Ce travail de sensibilisation est avant tout un travail de conviction, nécessitant un réel investissement, en temps et en moyens humains.

- gaz de schiste :

La première raison de s'opposer au développement de l'exploitation de gaz de schiste est d'ordre environnemental. Non seulement le gaz de schiste est une fausse bonne idée puisqu'il nous détourne de l'objectif fixé pour réussir la transition énergétique mais la prolifération de puits de gaz de schiste constitue une menace directe pour l'environnement. Il a été démontré que la fracturation hydraulique pouvait avoir des conséquences graves sur l'écosystème :



-Pourquoi lutter contre le gaz de schiste ?

- Une contamination des nappes phréatiques par des fuites de produits toxiques et nocifs pour l'environnement et une contamination des eaux de surface. Aucune solution acceptable n'existe aujourd'hui pour le traitement des eaux contaminées par les produits chimiques utilisés dans l'extraction du gaz.
- Un taux de gaz à effet de serre dans l'atmosphère accru liés à des fuites de l'ordre de 9% de la production totale.
- Une très intense consommation d'eau, dans des régions où cette ressource est parfois rare.
- Des paysages ravagés par l'exploitation et des risques sismiques en raison d'un sous-sol fragilisé par la fracturation hydraulique.
- Pour ces différentes raisons, en 2012, la Commission Européenne a expliqué son hostilité à la fracturation hydraulique en se basant sur la conclusion d'un rapport qui relève que l'empreinte écologique de l'extraction d'un gaz non conventionnel comme le gaz de schiste était supérieure à l'exploitation de gaz traditionnel. Par ailleurs, l'exploitation du gaz de schiste repose sur un business model douteux. En effet, la réussite des exploitations américaines trouve racine dans les subventions accordées par le gouvernement fédéral aux opérateurs. De plus, l'Europe n'a pas les mêmes atouts que les Etats Unis en matière de réserves de gaz, de concentration de population et d'infrastructures.

2.2.2. Le pilier économique.

Le développement durable devient également un véritable levier économique, facteur de croissance et d'opportunité pour les entreprises adhérentes, qui doit être favorisé par les entreprises et les administrations publiques, à divers niveaux d'implication en fonction des secteurs d'activité, sur deux plans notamment :

- La recherche pour développer des produits/services propres
- Définir les facteurs d'économie d'énergie dans chaque secteur et les faire certifier

Plus globalement, le rôle de sensibilisation de ses adhérents au développement durable fait l'objet d'un large consensus, y compris dans les secteurs d'activités les plus décriés.

L'Organisation Professionnelle ne doit également pas oublier de mettre en valeur les pratiques de ses adhérents en matière de développement durable en communiquant largement. Une communication réussie peut permettre des retombées importantes en matière politique et économique si elles reposent sur de réelles améliorations.

- Une intégration plus étroite des marchés de l'énergie : cela sur le plan régional et mondial, afin de réaliser davantage d'économies d'échelle au niveau de l'offre et de la demande.



Figure 2.3 : la chute du prix du baril du pétrole

Après une année 2014 marquée par la chute du cours du baril du pétrole, ce début d'année 2015 reste marqué par un niveau de prix du baril de pétrole particulièrement bas sur les marchés financiers. En effet, le prix du baril de brut est régulièrement passé sous la barre des cinquante dollars durant le mois de janvier 2015. Le 28 janvier par exemple, le baril du brut à New York s'est établi à 44,45 dollars, soit son niveau le plus bas depuis 2009.

2.2.3. Le pilier social.

Le développement durable englobe la lutte contre l'exclusion sociale, l'accès généralisé aux biens et aux services, les conditions de travail, l'amélioration de la formation des salariés et leur diversité (conditions de travail), le développement du commerce équitable et local.

Le volet social fait appel à la « bonne gouvernance » définie comme « la somme de différentes façons dont les individus et les institutions, publics ou privés, gèrent leurs affaires communes ».

Conclusion

« L'éradication de la pauvreté est le principal défi auquel le monde doit s'attaquer aujourd'hui, et c'est une condition essentielle du développement durable, en particulier pour les pays en développement. » (Sommet mondial de Johannesburg, 2002). De plus, il doit accompagner et renforcer le progrès social pour une meilleure satisfaction des besoins de tous.